

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 25/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)**

D 401  
Route du Mesnil Amelot  
77230 Villeneuve-sous-Dammartin

Code AIOT : 0006517488

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT) implanté Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 La Courneuve. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENVIRO-CONSEIL ET TRAVAUX (ECT)
- Lieu-dit La Noue Fondrière 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0006517488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe ECT est spécialisé dans la gestion des matériaux inertes. Il travaille en partenariat avec des collectivités locales et des industriels pour l'édification de merlons paysagers de protection

visuelle et phonique en bordure de voies routières ou ferrées, de remblaiement et d'aménagement de parcs urbains, de réaménagement de carrières souterraines ou à ciel ouvert, de reprofilage de terrains agricoles, de remblaiement/aménagement de golfs ou de dépollution de sites.

Le site de la Courneuve a été mis en service le 16 octobre 2017. Son emprise s'étend sur une superficie de 35 300 m<sup>2</sup>. Il a été aménagé pour une activité de traitement biologique de terres polluées aux hydrocarbures, composée des installations suivantes :

- un bâtiment de bioremédiation de 10 000 m<sup>2</sup> sur 12,5 m de haut, destiné à l'aire de déchargement et de stockage pour le traitement annuel de terres polluées aux hydrocarbures, les volumes de réception étant limités à 180 000 tonnes de terres polluées par an ;
- un stockage extérieur comprenant une aire pour les terres dépolluées.

Il est en outre équipé de :

- bassin de stockage des eaux pluviales de ruissellement associé à 1 séparateur d'hydrocarbures,
- un bassin des eaux d'incendie/process,
- et un bassin des eaux de process,
- 1 cuve de carburant de 4 m<sup>3</sup>,
- 1 aire d'attente,
- 1 pont bascule,
- 1 portique de détection de la radioactivité,
- 2 installations modulaires à usage de locaux sociaux.

Il reçoit ses chargements du lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 et exceptionnellement le samedi matin.

#### Situation administrative

Le site était autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2015. À la suite d'une modification substantielle, ECT a déposé un nouveau dossier et fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation n° 2020-0741 du 12 mars 2020.

Le site est autorisé sous les rubriques 3510 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j ainsi que sous la rubrique 2790 (Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures) avec un volume autorisé de 180 000 t/an soit 630 t/j

Le site accueillera une nouvelle plateforme de création de substrat fertile au premier semestre 2024. Cette nouvelle activité relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2170-1 et de la déclaration sous la rubrique 2517-2.

#### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'exploitation
- Rejets air/eau
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve de produits	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-2-1	/	Sans objet
3	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-6-1	/	Sans objet
4	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-3-2	/	Sans objet
5	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 3-3-1	/	Sans objet
6	Séparateur hydrocarbures pour eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-3-4-1	/	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-4-2	/	Sans objet
8	Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-7-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien exploité et bien suivi.

Aucune non conformité n'a été constatée lors de la visite.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un mois le dernier rapport de surveillance des eaux souterraines ainsi que le dernier rapport d'autosurveillance des rejets air (les deux rapports n'ont pas encore été reçus côté exploitant).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réserve de produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des manches de filtres, produits de neutralisation, absorbants...

<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de quantités suffisantes de filtres et d'absorbants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 3 : Surveillance eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-6-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance annuelle des eaux souterraines
<b>Constats :</b> Les analyses ont été réalisées par la société ARAMA le 2 octobre. L'exploitant n'a pas encore reçu le rapport de contrôle.  L'inspection demande à l'exploitant d'envoyer ce rapport sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 2-3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Propreté des abords de l'installation Clôturé, surveillé, affichage interdisant l'accès, limite de vitesse de 10 km/h
<b>Constats :</b> Le site est bien entretenu et est exploité conformément à l'article en objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 3-3-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation d'un contrôle trimestriel des rejets atmosphériques, conformité des mesures.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise un contrôle de rejets dans l'air par trimestre. Les analyses sont faites par la société DEKRA, les rapports de février et mai 2023 ont été présentés et concluent à une conformité des rejets Air. Le rapport de septembre n'a pas encore été reçu par l'exploitant.

L'inspection demande à l'exploitant d'envoyer ce rapport sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Séparateur hydrocarbures pour eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4-3-4-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation de l'entretien annuel
<b>Constats :</b> L'entretien du séparateur a été effectué le 20/04/23 par la société LEA. 9.6 tonnes de déchets ont été collectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-4-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des installations électriques
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 06/03/23 par SOCOTEC. Aucune non conformité n'est signalée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8-7-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification annuelle : extincteur, ria, désenfumage, portes CF
<b>Constats :</b> Toutes les vérifications ont été faites par la société Moreau incendie.  - le 02/10/23 pour les extincteurs (23 extincteurs en bon état) - le 11/09/23 pour les poteaux incendies, installations en bon état - le 11/09/23 pour l'alarme incendie, installation en bon état - le 02/10/23 pour le désenfumage, installations en bon état
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

